

Mars 2007

Comme l'ont confirmé les nombreux sommets internationaux sur le climat qui se sont succédés ces derniers mois ainsi que les commentaires scientifiques qui les ont accompagnés, le réchauffement de la planète n'est plus seulement une prévision dérangeante mais c'est désormais devenu une réalité incontestable. Cependant, face à un débat scientifique aussi avancé, le débat relatif aux politiques à entreprendre pour affronter ce danger global est à peine commencé.

Le problème à l'ordre du jour n'est pas désormais de savoir *si* le réchauffement de la planète aura des conséquences mais *dans quel cadre* et *comment* on affrontera ces conséquences. L'incertitude qui demeure toutefois sur le calendrier et sur la localisation des effets des changements climatiques ne concerne pas la tendance de fond de l'augmentation de la température de la planète dont dépend le fonctionnement du climat. En fait, on considère aujourd'hui comme certain que les gaz à effet de serre rejetés jusqu'à présent dans l'atmosphère produiront déjà une augmentation de la température entre 2020 et 2030 et que, après 2040, les réductions des émissions de ces gaz, même significatives, ne pourront plus inverser la courbe de l'augmentation de la température de la planète au cours de ce siècle. Les changements climatiques qui accompagneront ce phénomène auront certainement des effets destructeurs dans le cadre du pouvoir mondial actuel qui se caractérise déjà par des déséquilibres économiques et militaires importants entre les pôles principaux et par des inégalités énormes entre les différentes régions du monde. Le risque, c'est qu'en l'absence d'instruments démocratiques de gouvernance mondiale, ces événements puissent servir de catalyseurs pour précipiter le monde dans une longue période d'hyperconflictualité entre les Etats. C'est donc aussi pour cela qu'il devient urgent de promouvoir une transition vers un ordre mondial évolutif, différent de l'actuel, dans le cadre duquel il soit possible de se donner concrètement pour objectif d'instaurer une gouvernance intercontinentale coopérative des dangers mondiaux.

Mais, dans les conditions actuelles, une telle transition est impensable à cause de la profonde divergence d'intérêts et de la méfiance réciproque croissante qui caractérisent les rapports entre les USA, la Chine et la Russie. Seule une Europe capable d'agir et de peser politiquement dans le cadre international pourrait rééquilibrer et rendre ces rapports plus pacifiques. Tant que les Européens resteront divisés, ils ne pourront apporter aucune contribution au reste du monde parce qu'ils ne disposent pas des instruments pour promouvoir l'émergence d'un ordre mondial plus juste et équilibré tout comme ils ne pourront pas non plus maîtriser leur propre avenir en se dotant de mesures pour contrer les conséquences des changements climatiques qui s'abattront aussi sur leurs économies et sur leurs systèmes de sécurité nationaux et les rendront plus fragiles et moins sûrs.

Personne, surtout en Europe, ne semble être vraiment conscient de cette urgence et de cette responsabilité. La plupart continue à s'illusionner (et à tromper les opinions publiques) sur la possibilité d'affronter un problème global comme celui de la stabilisation du climat avec des mini-révolutions culturelles et technologiques concernant la production et la consommation, à réaliser au niveau national. Cette illusion dont sont aussi issus le protocole de Kyoto et les plans de la Commission européenne dérive à son tour d'une grave erreur politique qui pourrait s'avérer fatale : celle qui consiste à considérer le pouvoir nécessaire pour instaurer au niveau mondial une *gouvernance* écologique comme s'il existait déjà alors qu'en réalité ce pouvoir reste encore à construire.

Le protocole de Kyoto en est vraiment une démonstration. Ce traité, voulu il y a dix ans par les Européens alors qu'il était déjà considéré comme insuffisant, n'a pas été respecté par la suite par ces mêmes pays européens. Si les USA n'ont pas ratifié le protocole et si la Chine et l'Inde se sont dérobes à ses contraintes pourtant limitées c'est, en premier lieu, à cause de la

faible crédibilité des Européens, de leurs politiques extérieures et énergétiques divergentes et de l'inexistence d'un pouvoir contractuel européen effectif au niveau international. Déjà, il y a dix ans, il apparaissait évident que l'Union européenne (des quinze) ne serait pas en mesure d'imposer des politiques sévères de réduction des émissions à ses pays membres. Aujourd'hui, en fait, seules la Grande Bretagne et la Suède sont à même de respecter, au moins sur le papier et de toute façon *motu proprio*, les engagements de Kyoto. Même les espérances d'obtenir des résultats miraculeux en exploitant les mécanismes du marché se sont heurtées au mur de la division européenne. Un marché international des droits de polluer, peu transparent, a en fait été mis en place, sur proposition à l'époque des USA qui dans le même temps en contrôlent un qui fonctionne à l'interne et dont les premiers résultats sont sous nos yeux : l'an passé, le commerce de ces droits a, d'un côté, permis à certains pays comme la Grande Bretagne, d'augmenter les consommations d'énergie à base de charbon au lieu de combustibles moins polluants, de l'autre, il a conduit d'autres pays, comme le Japon, à ne pas encore remplir les engagements pris à Kyoto, plutôt que d'acquiescer des parts de droits à polluer de pays dont la politique environnementale reste toujours précaire, comme la Russie

Aujourd'hui aussi, les plans présentés par la Commission européenne sur le climat et l'énergie énoncent encore une fois de grandes propositions européennes dont la réalisation sera cependant demandée aux gouvernements nationaux des différents pays. Comme il y a dix ans, nous sommes face à l'illusion coupable qu'il suffit de fixer des objectifs (par ailleurs insuffisants) pour qu'ils deviennent réalisables. Sur la base de ces plans, l'Union européenne devrait concilier l'engagement à contenir le phénomène global du réchauffement de la planète avec l'intérêt européen à la sécurité énergétique. En fait, au contraire, la tendance actuelle est à l'augmentation de la dépendance européenne par rapport aux fournitures de gaz russe, algérien et asiatique ; en outre, il n'existe pas de politique européenne dans le domaine nucléaire et le rythme d'utilisation des énergies renouvelables est extrêmement diversifié selon les pays tandis que l'objectif consistant à inciter à la consommation de bio combustibles sans disposer d'une base de production agricole européenne adéquate dans ce secteur est destinée à proposer à nouveau, dans un autre secteur, une dépendance énergétique par rapport à d'autres continents (Amérique du nord et du sud).

Si les Européens veulent vraiment s'insérer dans le débat sur l'avenir du climat de notre planète et contribuer à résoudre le problème politique qui en est à la base, c'est à dire la division du genre humain, ils doivent abandonner ces auto-mystifications et commencer à regarder les faits en face. Toute intervention visant à chercher la stabilisation du climat devrait, pour être significative, être décidée et mise en œuvre sur une vaste échelle durant les deux décennies prochaines. Et puisque, pour le moment, une réduction généralisée immédiate et drastique de l'utilisation de tous les combustibles fossiles susceptible d'avoir déjà quelque effet dans le cours de cette première moitié de siècle, est impossible, il faut décider de plans continentaux et mondiaux pour, au moins, limiter les conséquences de la tendance inéluctable au réchauffement de la planète.

C'est pour cela qu'il appartient aux Européens de se donner pour objectif l'émergence sur la scène mondiale d'un pôle européen pour promouvoir la transition vers un gouvernement mondial des problèmes environnementaux. Cela signifie créer, dans un court laps de temps, un Etat fédéral européen de dimensions et de puissance comparables à celles des autres pôles. Il est évident que le débat autour de la relance du traité constitutionnel européen ne peut pas faire émerger une telle prise de conscience. Ce traité est en fait conçu pour chercher une solution aux problèmes de *gouvernance* d'une Union à vingt-sept pays ou plus, tandis que la relance de l'Europe comme entité politique ne peut advenir que si quelques pays, qu'il est difficile d'identifier en dehors du groupe de ceux qui ont ouvert le processus de l'intégration européenne, comprennent qu'ils doivent accomplir le pas décisif en souscrivant entre eux un pacte fédéral allant au-delà des traités existants. Un tel acte d'union politique constituerait, de loin, le signal le plus concret et le plus significatif que les Européens pourraient lancer au monde pour montrer qu'il existe une alternative à un avenir dominé par les risques de l'anarchie internationale et de l'incertitude climatique.

Publius

Sous les auspices de la Fondation Mario et Valeria Albertini

Editrice EDIF Onlus, via Volta, 5 - I-27100 Pavia - E-mail: publius@euraction.org
Direttore responsabile Elio Cannillo - Autorizzazione Tribunale di Pavia n. 576 del 9 settembre 2002
Stampatore PIME SRL, Pavia - Poste Italiane s.p.a., Spedizione in Abbonamento Postale D.L. 353/2003
(conv. in L. 27/02/2004 n. 46) art. 1, comma 2, DCB Pavia
www.euraction.org